



Dossier d'auto-évaluation HCERES période 2019-2024

Annexe 1 du portfolio : résumé détaillé de chaque élément

Dans la mesure du possible, les travaux ici inclus dans le Portfolio et résumés peuvent être consultés en version intégrale via ce lien :

<https://mydrive.univ-st-etienne.fr/s/NN62GsxioR9Jyb4>

1. Projet de recherche « Les nouvelles formes de travail via les plateformes numériques », ANR TraPlaNum, direction Emmanuelle MAZUYER, 2020-2024.

TraPlaNum est un projet ANR pluridisciplinaire (droit, économie, gestion) qui a rassemblé quatre laboratoires partenaires (CERCRID, Triangle, Coactis, Centre de Droit des Affaires) pour analyser les nouvelles formes de travail engendrées par le développement des plateformes numériques, et plus spécialement le micro-travail. Ont d'abord été recensées quelques 1000 plateformes et 350 applications de micro-travail fonctionnelles en France. Un questionnaire a ensuite permis de renseigner leurs caractéristiques (informations générales, tâches, contrepartie, inscription, exécution des tâches, fin du contrat, environnement collectifs/forum, droit applicables/clauses spéciales). De leurs côtés, les cinq correspondants étrangers ont constitué une base de données comparative, plus réduite, portant sur certaines plateformes de micro-travail accessibles depuis l'étranger (Royaume-Uni, Italie, Belgique, Espagne et Canada). Au total, TraPlaNum apporte des résultats inédits sur le crowdworking avec l'étude des plateformes proposant des micro-tâches de travail, de leur fonctionnement et de leurs impacts sur le marché du travail, notamment en termes de droits et de besoins des micro-tâcheurs sans statut dédié. Les impacts sont théoriques (en termes d'enseignements sur les mutations du travail), économiques et sociétaux et permettent de proposer des pistes d'encadrement effectives.

Adde <https://cercriid.univ-st-etienne.fr/fr/activites/les-projets-de-recherche/traplanum.html>

2. Projet de recherche et publication collective « Repenser la détermination de l'âge des mineurs étrangers non accompagnés : perspectives empiriques et comparées », direction Fanny JACQUELOT, IERDJ, 2023.

Dans le cadre de la problématique liée à la gestion des flux migratoires, il existe une catégorie indéterminée qui est constituée par les mineurs non accompagnés. Leur prise en charge est source d'ambivalences du fait de la difficulté à leur donner un âge crédible. Cela est dû principalement aux défaillances des procédés actuels de détermination de l'âge que la présente recherche s'est engagée à déconstruire. Dans une perspective pluridisciplinaire, l'équipe de recherche était composée de chercheurs et d'enseignants-chercheurs en droit, français, espagnol et italien et d'enseignants-chercheurs en sociologie et en anthropologie. Elle s'est étendue sur deux ans permettant la réunion de plusieurs volets distincts et complémentaires. L'un empirique avec une étude de terrain, par le biais d'entretiens et de questionnaires, auprès des acteurs en lien avec les MNA (évaluateurs, associations, avocats, magistrats, Défenseur des droits, etc.). L'autre comparé au travers d'une analyse des systèmes italiens et espagnols, avec également en ligne de mire les textes internationaux et européens récemment édictés en la matière. Ces différents prismes ont ainsi conduit à la création d'une nouvelle méthode de détermination de l'âge des MNA qui se présente sous la forme d'un outil mobilisable à la fois en France et dans les différents systèmes étudiés.

Adde <https://gip-ierdj.fr/fr/publications/repenser-l-age-du-mineur-etranger/>

3. Ouvrage individuel « Le Brexit. Une histoire anglaise », Aurélien ANTOINE. Dalloz, 2020, 439 p. (Les sens du droit).

Le Brexit est l'un des événements majeurs de l'histoire récente de l'Europe et du Royaume-Uni. Le choix des Britanniques fut une surprise aux conséquences politiques, économiques et juridiques majeures pour l'Union européenne et le Royaume-Uni que l'ouvrage *Le Brexit. Une histoire anglaise* retrace bien au-delà de l'histoire contemporaine. L'ouvrage s'est fixé pour objectif de démontrer que la sortie du Royaume-Uni de l'UE n'est pas que la manifestation d'un caprice circonstanciel tout en démontrant qu'il est aussi un paradoxe. En outre, le Brexit fut (et reste encore) un défi politique, mais il était surtout une gageure juridique, car la sortie d'un État membre de l'Union européenne fut un processus engagé pour la première fois. L'ouvrage présente par le menu les étapes de négociations difficiles ayant suscité une crise politique outre-Manche dont l'issue ne fut finalement pas si tardive pour aboutir aux traités de Brexit.

Cet essai scientifique présente sous un angle critique les données historiques et politiques qui permettent de mieux comprendre comment le Royaume-Uni a fini par se retirer de l'Union européenne et d'expliquer, de façon inédite dans un ouvrage en langue française, les péripéties juridiques qui ont émaillé le Brexit.

L'ouvrage a été salué par la critique et récompensé par deux prix en 2021 : le Prix de la Fondation Édouard-Bonhefous Institut de France et le 10^e Prix Olivier Debouzy de l'agitateur d'idées juridiques.

4. Publication collective « Référendum d'entreprise dans les TPE : regards sur le contenu des accords », dossier publié à la revue Droit social, Cécile NICOD et alii, mai 2023.

Ce dossier rend compte des actes d'un colloque organisé à l'Université Lumière Lyon2, le 23 novembre 2022, dans le prolongement des travaux de l'équipe MTO pour la recherche *Dialaura* (*Dialogue social en région Auvergne-Rhône-Alpes*). La recherche, financée par France Stratégie, a permis d'évaluer l'impact de l'ouverture, par les ordonnances du 22 septembre 2017, de la possibilité d'obtenir, dans les TPE de moins de 20 salariés, des accords d'entreprise par approbation, à la majorité des 2/3 des salariés, d'un projet d'accord élaboré unilatéralement par l'employeur. La recherche a donc cherché à prendre la mesure de l'appropriation de ce dispositif par les TPE de la région AURA et d'en observer les résultats. Grâce au soutien de la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, un corpus de 1128 accords, conclus dans les premiers mois de l'entrée en vigueur des textes a fait l'objet d'une analyse systématique, dans la tradition des recherches empiriques du Cericrid. La recherche montre un recours conséquent et organisé à ce dispositif, les TPE bénéficiant du soutien de leurs organisations patronales, de cabinets de conseils (experts-comptables, avocats) pour élaborer des textes complexes, dérogeant tout autant à la loi qu'aux conventions collectives de branche pour, le plus souvent, adapter les règles relatives à la durée du travail en dégradant les conditions de travail des salariés. Elle met en évidence les risques pour les travailleurs de l'absence de régulation de la conclusion des accords : isolement, éloignement des organisations syndicales, proximité avec l'employeur. La structuration même du droit de la négociation collective se trouve bousculée par un dispositif qui échappe largement aux regards.

5. Publication collective « Droits humains des minorités sexuées, sexuelles et genrées. Regards franco-japonais », Benjamin MORON-PUECH, Tetsushi SAÏTO, éd. SLC, 2024.

Les droits des minorités sexuées, sexuelles et genrées (MISSEG), plus couramment appelées les personnes LGBT, sont au cœur des enjeux géopolitiques contemporains – si l'on songe à l'instrumentalisation de cette question par certains États dans les conflits mondiaux actuels – mais aussi des enjeux juridiques de notre temps. En effet, les demandes de respect de leurs droits humains formulées par ces minorités remettent en question des normes juridiques pluriséculaires voire millénaires, quant à l'organisation de la famille ou à l'enregistrement des personnes dans les registres de l'État, souvent appelés registres d'état civil.

Prenant du recul sur une actualité permanente du sujet – on ne compte plus les décisions rendues alors que cet ouvrage était en train d'être édité –, les contributions ici réunies ambitionnent d'aborder la question des droits des MISSEG par une approche comparative franco-japonaise, en croisant les perspectives disciplinaires et thématiques. Rédigées par des universitaires en droit ou en sociologie, ainsi qu'associant des praticiens et praticiennes du droit, ces textes apportent une contribution importante à la compréhension du droit de ces minorités.

Au sortir de cet ouvrage, le lectorat aura ainsi une vision beaucoup plus claire de certains des enjeux historiques et philosophiques du sujet, des normes internationales et internes applicables à ces minorités et plus précisément de celles relatives à leur identité personnelle ou familiale, à leur corps ou à leurs ressources familiales ou celles liées à leur travail et aux prestations sociales. Le lectorat comprendra mieux en outre les spécificités du droit japonais ou français grâce à la dynamique comparative, mais aussi les dynamiques propres à la reconnaissance de chacune de ces trois

minorités (sexuées, sexuelles ou genrées), puisque celles-ci rencontrent des problèmes distincts, traités par les États avec une attention et dans une temporalité parfois très différentes d'une minorité à l'autre.

6. Thèse de doctorat de Thibault LARROUTUROU « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité », Sciences juridiques, Saint-Etienne, Dir. Pr. B. Bonnet, 2020.

L'importance sans cesse accrue des normes constitutionnelles et internationales au sein des ordres juridiques nationaux est l'une des grandes caractéristiques de l'évolution du Droit depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Cette affirmation se vérifie particulièrement en Europe, où les droits de l'Union européenne et de la Convention européenne des droits de l'homme bénéficient d'un rang et d'un statut particuliers, et voient des juridictions internationales veiller à leur respect. Au sein du Vieux continent, l'une des manifestations les plus fréquentes et remarquables de ce poids particulier des règles constitutionnelles et internationales est la compétence de certaines juridictions de contrôler la conformité des lois aux normes qui leur sont supérieures : contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité de la loi sont devenus chose courante dans nombre d'États européens. De ce point de vue, la France constitue toutefois une quasi-exception, avec une juridiction constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité et des juridictions ordinaires chargées du contrôle de conventionnalité. Leur articulation n'est que très sommairement esquissée par la Constitution, la loi organique, la loi ou a fortiori les traités internationaux, de sorte que la présente thèse de doctorat avait pour objectif de saisir tous les tenants et aboutissants de leurs interactions et de déterminer en quoi elles pourraient être parfaites.

Du point de vue méthodologique, une démarche empirique a été retenue, consistant notamment à analyser plusieurs milliers de décisions du Conseil constitutionnel, du Conseil d'État, de la Cour de cassation, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne, ainsi que des centaines de documents préparatoires (conclusions de rapporteurs publics du Conseil d'État, avis et rapports de conseillers de la Cour de cassation, dossiers documentaires du Conseil constitutionnel), obtenus pour la plupart par le biais de conventions de recherche signées avec les juridictions dont ils émanent. Un questionnaire a également été envoyé à 46 juristes, un pour chaque État membre du Conseil de l'Europe.

Au terme d'une décennie de coexistence de la question prioritaire de constitutionnalité et du contrôle de conventionnalité, la présente étude a conduit à affirmer avec force que les multiples relations qui existent entre ces deux instruments, pour partie imposées, par les spécificités des normes en jeu, aux juridictions impliquées, ont atteint un véritable point d'équilibre qu'il convient de préserver.

7. Publication collective « Les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation, Enquête sur les arrêts prononcés en 2020 et 2021 », Marianne COTTIN, Brigitte MUNOZ PEREZ. En collaboration avec le Service de documentation, des études et du rapport de la Cour de cassation, 2022.

Dans un rapport publié en 2021, la commission de réflexion « Cour de cassation 2030 » recommandait une extension du champ de la cassation sans renvoi. Dans le même temps, une réflexion interne était menée au sein d'un groupe de travail chargé d'esquisser quelques

propositions. C'est dans ce contexte qu'une recherche a été menée, en collaboration avec le service de documentation, des études et du rapport (SDER) de la Cour de cassation, avec l'ambition de dresser un état des lieux des cassations sans renvoi. L'étude s'est déployée autour de deux axes : d'une part, une exploitation statistique des cassations sans renvoi prononcées sur dix ans (2012 à 2021) et, d'autre part, une analyse approfondie des arrêts de non-renvoi sur deux années, soit 659 décisions prononcées par les chambres civiles en 2020 et 2021. Elle montre que si la proportion des cassations sans renvoi augmente légèrement depuis 2018, il n'est pas pour autant possible d'imputer cette augmentation à la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016, qui a étendu la faculté de casser sans renvoi. Quant aux causes de non-renvoi, l'analyse des arrêts rendus en 2020 et 2021 révèle que dans près des trois-quarts des cas, la Cour n'a, en réalité, jamais été amenée à statuer sur le fond. Elle confirme également un certain flottement des pratiques des chambres dans l'usage des deux alinéas de l'article L. 411-3 du code de l'organisation judiciaire.

Diffusée sur l'intranet de la Cour de cassation, l'étude est également disponible sous le lien suivant : <https://shs.hal.science/halshs-04299829>

Ses principaux résultats sont également présentés dans un article paru en mars 2024 : M. Cottin, « Étude empirique sur les cassations sans renvoi devant les chambres civiles de la Cour de cassation ». Recueil Dalloz, 2024, n° 12, pp.609-612.

8. Productions et diffusion des savoirs (Humanités Numériques : site Archives critiques du droit ; Journée d'études Humanités numériques du 4 avril 2024 ; revue Droit public comparé ; bases de données en sciences ouvertes)

Depuis de nombreuses années le Cericrid a initié, soutenu et/ou participé à la création et au portage de bases de données, d'humanités numériques comme objet à part entière de diffusion et de valorisation, en accès libre et ouvert, des connaissances. La précédente évaluation en donne de nombreux exemples, comme l'*Observatoire du Brexit*, créé en 2017 par A. Antoine, qui est depuis devenu une source de référence sur la question des implications juridiques de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. En outre, plusieurs membres du Cericrid ont développé de longue date une recherche utilisant les humanités numériques comme support de valorisation, ainsi B. Moron-Puech avec un carnet de recherches *Intersexes*, ou É. Cornut, avec une base de données inédite sur le *droit coutumier kanak*.

Sur la période 2019-2024, l'unité a souhaité renforcer la place des humanités numériques. Il en est découlé de nombreux projets, portés par plusieurs membres de l'unité, toutes équipes confondues et en lien avec le chantier transversal sur le numérique. Ces différents projets ont fait l'objet d'une journée *Humanités numériques*, sous la direction scientifique de P-N. Barenot, le 4 avril 2024. Parmi ces projets on en citera deux majeurs pour l'unité :

- La revue « Droit public comparé – Comparative Public Law » en libre accès sur le site Prairial : <https://publications-prairial.fr/droit-public-compare/>, éditée par les Presses universitaires de Saint-Étienne (PUSE), et dirigée par N. Gabayet, qui comble un vide éditorial dans la presse scientifique juridique française (v. Faits marquants de l'équipe 2).
- Le site *Procès : PROduction Critique En Science politique et juridique*, ouvert en avril 2024. Ce projet a été dirigé par A.-S. Chambost avec l'appui technique de V. Lacroix (v. bilan équipe 4). Le Cericrid est une des réalisations du courant *Critique du droit*. Dans le contexte post-

1968, des juristes et politologues de facultés de province ont défini un projet scientifique et pédagogique en rupture avec ce qui avait alors cours dans les facultés de droit. Au service d'une science du droit proche des réalités pratiques fut en particulier créée la revue *procès. Cahiers d'analyse politique et juridique* vecteur de diffusion d'un savoir juridique rénové. Au fil des 19 numéros parus entre 1972 et 1990, l'intensité de la critique et des méthodes qui y furent développées ont laissé des traces fécondes, dont la durée contraste toutefois avec la faible trace laissée par la revue dans les radars de l'histoire de la pensée juridique – qui lui préfère le modèle anglo-saxon de la critique. Le site Procès donne un accès libre à l'intégralité des numéros de la revue et à de nombreuses archives écrites et sonores du courant critique du droit, en partenariat avec les Archives municipales de Lyon.